

Fermeture de classe : une réunion attendue en juin

Au conseil municipal de mardi 29 avril, il était question de la fermeture d'une classe au sein du regroupement pédagogique intercommunal La Carneille-Landigou-Ronfeugeraï.

« **Qu'en est-il de la possible, apparemment officielle, fermeture de classe ?** », a interrogé Elsa Glückmann-Bertoli, élue de la minorité, lors du conseil municipal qui s'est tenu mardi. Le 25 février, le conseil départemental de l'Éducation nationale de l'Orne avait rendu son verdict : le département continue de perdre des élèves et devrait donc fermer dix-huit classes dans le primaire pour en ouvrir huit autres. Une fermeture de classe est prévue au sein du regroupement pédagogique intercommunal (RPI) La Carneille-Landigou-Ronfeugeraï.

« J'ai demandé qu'on attende juin »

Fin mars, des parents d'élèves s'étaient mobilisés, notamment pour préparer des banderoles. Les visiteurs étaient aussi invités à signer une pétition. « **Pour l'Académie, la question ce n'était pas si on fermait ou pas, la question c'était laquelle on ferme** », a retracé, mardi, le maire, Alain Lange. « **J'avais refusé de répondre en disant que je ne donnerai pas mon avis sur où on ferme dans la mesure où je ne suis pas d'accord. Partant de ça, il y a un constat, malheureusement, c'est que la baisse est réelle** ».

Lors d'une réunion avec l'Académie, des parents d'élèves et le maire de Landigou, « **tout le monde convenait que s'il devait y avoir une fermeture de classe, le plus logique, par rapport aux échanges que l'on a eu, c'était telle commune** », refusant de la nommer. « **Mais j'avais quand même demandé qu'on attende juin pour que l'on puisse voir le directeur de l'Académie et qu'on puisse en rediscuter.** »

Une école avec une seule classe signifie-t-elle sa fermeture ? « **Lorsqu'il reste une classe, ça vous rend forcément vulnérable** », a encore répondu Alain Lange. « **Avec une nuance, c'est que je me suis battu, il y a quelques années maintenant, pour garder l'école de Ronfeugeraï qui devait fermer** ». Inquiet de « **la réalité démographique globale** », il ajoute : « **aujourd'hui, à ma connaissance, l'engagement de l'État, c'est que si une école devait fermer, ça doit être avec l'accord du maire** ».

Laure BESNIER.



Le dernier conseil municipal s'est tenu mardi dernier. Ouest-France